

**ABSENTE À LA RENCONTRE DÉCISIVE DE DOHA****Et si l'Algérie quittait l'Opep**

**Quelle signification donner à l'absence de l'Algérie à la rencontre du quartette tenue à Doha et à l'issue de laquelle les deux gros producteurs de pétrole au monde, l'Arabie Saoudite et la Russie, ont décidé de geler la production aux niveaux de janvier 2016 ? Les avis des experts sont partagés.**

**Younès Djama- Alger (Le Soir)** - L'absence de notre pays à la dernière réunion du quartette (Arabie Saoudite, Russie, Venezuela, Qatar) à Doha, est une forme de boycott de la part d'Alger qui entend ainsi faire entendre son mécontentement par rapport au fait que ces mêmes pays ont ignoré ses appels pour essayer de stabiliser le marché, estime Saïd Beghou, expert pétrolier et auteur de plusieurs ouvrages et contributions sur le domaine pétrolier.

Même si sa présence n'aurait servi à rien, étant un petit producteur, l'Algérie a tenu à marquer à sa manière sa désapprobation, elle qui a appelé «au moins à deux reprises» à ce genre de réunion sans que son appel soit entendu, relève-t-il.

Le ministre de l'Énergie, Salah Khebbi, s'est chargé de le rappeler dernièrement en soulignant que depuis 2014, date du retournement du marché pétrolier, l'Algérie a pris deux initiatives, qui ont toutes deux été suivies d'échec.

Une première fois, lorsque, en février 2015, sur instruction du président de la République, quelques émissaires ont tenté de prendre attache avec certains pays en vue d'essayer de rapprocher les points de vue et stabiliser le marché. La seconde tentative a été menée par Salah Khebbi lui-même, en août dernier en saisissant le président de l'Opep dans «le but d'attirer son attention sur la nécessité d'entreprendre des actions». M. Khebbi prend le soin de souligner qu'il ne s'agissait pas d'une demande de réunion extraordinaire comme rapporté.

En revanche, d'autres observateurs estiment que l'absence de l'Algérie à la réunion de Doha a plus à avoir avec son modeste poids (une production de 1,1 million de barils) face aux mastodontes de la production pétrolière comme l'Arabie Saoudite et la Russie, qu'avec cette histoire de boycott. C'est ce que sou-

tient notamment Abdelmadjid Attar, ancien P-dg de Sonatrach et expert indépendant en énergie. «Je pense qu'il ne faut pas parler d'absence de l'Algérie à cette rencontre à laquelle ont appelé les deux plus gros producteurs, l'Arabie Saoudite et la Russie, puisque ce sont eux qui peuvent véritablement peser sur le marché, et non pas l'Algérie avec son 1,1 million de barils », dit-il.

Quant à la présence du Venezuela, Attar fait savoir qu'il est le plus touché par la chute des cours du brut au point de frôler la faillite et c'est donc logiquement qu'il y prenne part. S'agissant de la présence du Qatar, elle découle tout simplement du fait que c'est le pays hôte de cette rencontre. Selon Attar, si l'Algérie avait été invitée elle n'aurait pas refusé. L'ancien P-dg de Sonatrach précise que la déclaration de M. Khebbi



Réunion du quartette à Doha.

Photo : D. R.

concernant la probable absence de l'Algérie faisait allusion à la réunion extraordinaire de l'Opep à Vienne et non pas à la rencontre des quatre réunis à Doha, comme on a pu le suggérer. «La réunion de Doha n'est pas celle de l'Opep», tient-il à préciser.

**Et si l'Algérie quittait l'Opep ?**

Revenant sur cette rencontre, qui a abouti au gel de la production aux niveaux de janvier 2015, et ses incidences sur le marché, M. Attar estime : «A priori, elle va stabiliser les

prix et empêcher qu'ils redescendent en dessous de 30 dollars.» Cependant, il ajoute que «si cette décision de gel de la production n'est pas confortée par un accord officiel par la prochaine réunion, ce sera tout simplement un coup d'épée dans l'eau». Selon M. Beghou, au rythme où va le fonctionnement de l'Opep, l'Algérie pourrait songer sérieusement à «quitter momentanément» cette organisation en vue de faire pression sur les grands producteurs notamment l'Arabie Saoudite qui, profitant de son statut, fait la pluie et le beau temps en engageant le cartel dans une spirale suicidaire dont pâtissent énormément des pays comme le Venezuela et l'Algérie. Ce que partage Abdelmadjid Attar. Selon lui, l'Algérie ne devrait pas être la seule dans cette démarche de gel de sa participation à l'Opep, elle devrait entraîner avec elle d'autres membres influents et menacés sérieusement, de sorte à forcer les membres influents de cette organisation, à leur tête l'Arabie Saoudite, à donner des signes de bonne volonté.

Y. D.

**IL ESTIME QU'IL «N'EST PAS UNE EXIGENCE DE LA NOUVELLE CONSTITUTION»****Ménasra plaide pour un gouvernement «d'union nationale»**

**Pour le président du Front du changement, le changement de gouvernement est «sans intérêt» et «ne constitue point une exigence de la nouvelle Constitution», comme le prétendent certains.**

**M. Kebci-Alger (Le Soir)**- Abdelmadjid Ménasra qui faisait part, hier mercredi, du programme célébrant le 4<sup>e</sup> anniversaire de son parti, un menu démarrant aujourd'hui pour s'étaler jusqu'au 19 mars prochain, estime qu'en dehors d'un gouvernement d'union nationale au sein duquel les ministères directement impliqués dans l'organisation des élections reviendraient à des technocrates à même de conférer aux prochains

scrutins, législatif et local, prévus respectivement au printemps et à l'automne 2017, toutes les garanties de régularité et de transparence comme ne cesse de le revendiquer l'opposition, aucun autre nouvel exécutif ne suscite à ses yeux un intérêt.

Car, explique-t-il, «agir en dehors de cette logique constituera une énième manière de nourrir de faux espoirs et de fausses promesses». Et d'ajouter que ce gouvernement d'union nationale est également dicté par l'impératif de faire face à la grave crise économique, financière et sociale du pays, avouant, dans ce sillage, que jamais notre administration ne s'est davantage bureaucratisée comme c'est le cas cette dernière décennie, une bureaucratie qui est l'ennemie de l'investissement». Evoquant la nouvelle Constitution, le prési-

dent du FC invite tous ceux qui ont fait sa promotion, soutenant pour certains d'entre eux que c'est là la porte ouverte à l'avènement d'une deuxième république et pour d'autres consacrer l'Etat civil, d'aller au-delà de ces professions de foi. Il s'agira, explique-t-il, de matérialiser ces «promesses» à travers la batterie de nouvelles lois dont notamment la loi électorale ou encore l'instance indépendante de surveillance des élections, les libertés et les droits de l'Homme.

Pour Ménasra, cette nouvelle Constitution est loin d'être «consensuelle», remettant en cause aussi bien son processus d'élaboration que son contenu. Un processus auquel lui-même a pris part et que nombre d'acteurs politiques, syndicaux et associatifs ont boudé.

M. K.

**ABDELAZIZ BELAÏD ADMET :****«Personne ne fait confiance au système»**

**Invité au forum du journal Assawt El Akhar, le secrétaire général du Front El Moustakbal est revenu sur la situation confuse aux plans politique, économique et sécuritaire. Une crise multisectorielle qu'il assigne à l'inexistence d'une légitimité réelle du système.**

**Naouel Boukir – Alger (Le Soir)** – Qui fait confiance aujourd'hui au pouvoir ? «Plus personne». La réponse s'affirme d'elle-même selon Abdelaziz Belaïd. Ce constat est pour lui une évidence. Pour être plus explicite, le secrétaire général du FM part du principe que le citoyen n'a plus confiance en les institutions de l'Etat, à commencer par la justice qui a manifestement perdu sa crédibilité.

Pour revenir aux causes de cet environnement, englouti par une corruption généralisée et omniprésente, l'intervenant pose la problématique de l'absence d'une véritable légitimité du système dans sa globalité. Classe gouvernante, fonctions supérieures, politiques ou même administratives.

Par l'inexistence d'un «processus démocratique transparent» pour l'occupation d'un quelconque poste au sein des institutions de l'Etat, celui-ci a perdu l'essence même de sa fiabilité en prenant la forme d'un cercle fermé d'affairistes. Aujourd'hui, le pouvoir de l'argent ou plu-

tôt le pouvoir qu'on a confié à l'argent a atteint des «proportions inquiétantes» au détriment de la valeur des compétences humaines, s'est indigné A. Belaïd. Le président de la République, censé «arbitrer et harmoniser» ce jeu de lobbying, devient un régulateur à la main très invisible. Et ce n'est certainement pas «la nouvelle Constitution» qui inspirera un rééquilibrage des pouvoirs.

**La Constitution, quelle valeur ?**

La loi fondamentale a le poids de l'ensemble des différentes lois qu'elle incorpore, c'est-à-dire, qu'elle ne pèse pas grand-chose aujourd'hui. Le citoyen, s'étant graduellement désintéressé, ne s'y implique plus tellement. Selon A. Belaïd, la valeur d'un texte, ce ne sont pas les mots utilisés mais ce dont on fait sur le terrain et les réflexions qu'elle véhicule. Dès lors, si les hauts responsables de l'Etat sont les premiers à bafouer les lois qu'ils ont «élaborées», que peut être la fiabilité que l'on peut confier à ces derniers et à la Constitution ? Pour le secrétaire général du FM, le manège qui s'offre sur la scène politique, dont certains de ses acteurs «sacralisent la nouvelle Constitution», parlant d'un renouveau révolutionnaire et d'une deuxième République, est «lamentable». D'autant plus que «les prétendues consultations et prises en ligne de compte» des indications «des véritables partis de l'opposition», quant à la rédaction des nouveaux textes prévus par la

révision de la Constitution, ne sont que du «pipeau». Il n'y a jamais eu prise en considération des avis exprimés, selon A. Belaïd, dénonçant une «publicité mensongère d'un présumé processus démocratique».

**A défaut d'un débat, un scénario de confrontations**

Tout comme une certaine opposition en guise «de décoration de la scène politique», les confrontations «exacerbées» que mènent aujourd'hui généraux et ex-généraux constituent une simple «mise en scène» et une distribution «pas très intelligente» des rôles, selon l'intervenant. Ceci, accentuant le flou qui règne sur la scène politique dernièrement. D'ailleurs, se disant prioriser la situation sécuritaire et la stabilité du pays, certains membres du gouvernement «devraient» s'y appliquer «plus sérieusement» considérant l'inconstance du contexte régional et international aujourd'hui. C'est un véritable débat pragmatique qui doit être actuellement entrepris entre les différents acteurs politiques, oppositions comprises. Rappelant que l'heure n'est pas aux «discours haineux» et aux règlements de comptes. Le cap doit être mis sur le présent et l'avenir, sur «les potentialités de la jeunesse algérienne» et non pas sur la répétition de «vieilles histoires non favorables» à l'intérêt général. Interrogé sur la participation de son parti à l'approche de l'Instance



Abdelaziz Belaïd.

Photo : D. R.

de contrôle et de suivi de l'opposition (ICSO), A. Belaïd s'est dit être prêt pour toute initiative constructive, à condition qu'il n'y ait pas «d'arrière-pensées politiques négatives». Ceci, afin de s'unir et de coopérer pour l'objectif commun de sortir l'Algérie de cette crise multidimensionnelle.

N. B.